

**DEMANDE D'AIDE A L'AMELIORATION DE L'HABITAT  
LOCATAIRE DU PARC PRIVE ou OCCUPANT A TITRE GRATUIT**

**(REGLEMENT DEPARTEMENTAL VALIDE EN CP DU 11 AVRIL 2018)**

**(MAJ 30 AVRIL 2018)**

**IDENTITE**

Nom : \_\_\_\_\_ Nom de jeune fille : \_\_\_\_\_  
 Prénoms : \_\_\_\_\_  
 Né(e) le : \_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_  
 Sollicite l'octroi d'une aide à l'amélioration de l'habitat pour un logement que j'occupe à titre de résidence principale et sis à :  
 N° : \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
 Commune : \_\_\_\_\_ lieu dit \_\_\_\_\_  
 CP : \_\_\_\_\_ Tèl \_\_\_\_\_

**NOMBRE DE PERSONNE AU FOYER**

Nombre : ... Adulte(s) ... Enfant(s) dont : ... Personne(s) de 60 ans et + ... Personne(s) handicapée(s)

**SPECIFICITE DU DOSSIER**

Famille d'accueil (PA/PH) :  Famille d'accueil (ASMAT ou ASFAM) :  Extension (création de chambre) :   
 Bénéficiaire du RSA : Oui  Indiquez votre n° d'allocataire (N° CAF) : \_\_\_\_\_ Non

**MODE D'OCCUPATION DU LOGEMENT**

Vous déclarez être (\*) **locataire**  ou **occupant à titre gratuit**  du logement concerné par la demande d'aide à l'amélioration de l'habitat (veuillez cocher la case correspondante)

**(\*) le locataire doit s'assurer de l'envoi de l'avis d'imposition par son propriétaire dans les 10 jours maximum après le dépôt du dossier**

**TRAVAUX SOUHAITES**

**PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AIDE**

- Copie du livret de famille ou des pièces d'identité pour toutes les personnes vivant au foyer
- Revenus annuels imposables de toutes personnes vivant au foyer (l'avis d'imposition sur les revenus de l'année N-2 *accompagné si cet avis fait apparaître des revenus égaux à 0 d'un autre justificatif de revenus*)
- Justificatif d'adresse récent (EAU ou EDF) **si l'adresse indiquée sur l'avis d'imposition est différente de celle du logement à améliorer**
- Pour les LOCATAIRES DU PARC PRIVE : l'autorisation – engagement du propriétaire (à compléter imprimé n°1) + Copie du bail
- Pour les OCCUPANTS A TITRE GRATUIT : attestation sur l'honneur (à compléter imprimé n°2)
- Pour les personnes handicapées, la notification justifiant le handicap (notification MDPH / CAF/CGSS)
- Pour les familles d'accueil, liste des travaux préconisés par le service social « gestion des agréments » et l'engagement d'exercer pendant 5 ans

**CHOIX DE L'OPERATEUR** (au cas où l'instruction serait déléguée à un opérateur agréé par la collectivité)

**L'aide est attribuée uniquement par le Conseil Départemental (amélioration légère)**

- Le PACT-Réunion 95 bis rue des deux-canons - BP 297 - 97 494 Sainte Clotilde Cedex
- Sud-Habitat-Conseil : 2 bis, rue Roland Garros - 97480 St Joseph
- GESTION DIRECTE / SPL Avenir Réunion (SPLAR) – 12 rue de Nice – 97400 Saint-Denis

Je déclare sur l'honneur ne pas avoir bénéficié d'une subvention départementale d'aide à l'amélioration de l'habitat dans les 5 (cinq) ans qui précèdent la présente demande.

Je déclare avoir déjà constitué un dossier de demande d'aide en (précisez l'année) : / \_\_\_\_\_ /  
auprès de : La CAF  L'ETAT  Le DEPARTEMENT  La REGION

J'ai obtenu l'aide sollicitée (précisez l'année) : / \_\_\_\_\_ / **Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_**  
**Signature du demandeur**

**IMPRIME N°1 – (concerne les ménages en location)**

**AMELIORATION DE L'HABITAT  
AUTORISATION ET ENGAGEMENT DU PROPRIETAIRE  
(dans l'hypothèse où le demandeur n'est pas lui-même le propriétaire)**

**Partie à compléter par le propriétaire dans le cas d'une location**

Je, soussigné (1) : .....  
Demeurant : .....  
Lieu-dit : .....  
Code postal : ..... Commune : ... ..

Déclare sur l'honneur, être propriétaire du terrain / logement (\*) sis à l'adresse suivante:

.....  
.....  
.....  
.....

**M'engage à fournir dans les 10 jours aux services du Département mon avis d'imposition de l'année N-2, faute de quoi la demande d'aide est considérée irrecevable.**

**Partie à compléter par le propriétaire dans le cas d'indivision**

Nous, soussignés,

Signatures

.....demeurant.....  
.....demeurant.....  
.....demeurant.....  
.....demeurant.....  
.....demeurant.....  
.....demeurant.....  
.....demeurant.....  
.....demeurant.....

déclarons sur l'honneur, être les héritiers du terrain / logement (\*) sis à l'adresse ci-dessous:

.....  
.....

autorise (ons) monsieur / madame (\*) ..... à faire effectuer des travaux dans le logement susvisé, dans le cadre de son projet d'amélioration de l'habitat.

**L'avis d'imposition N-2 de ou des héritiers est obligatoire pour permettre l'instruction du dossier.**

**S'agissant du ménage locataire de ce bien,**

m' (nous) engage (ons):

- à ne pas augmenter le loyer dont le prix actuel est de ..... € après la réalisation des travaux et ce pour une période de trois ans;
- à maintenir le locataire dans les lieux pendant au moins six ans et en cas de départ de ce dernier, à le remplacer par une personne ou famille répondant aux mêmes critères que ceux retenus pour l'attribution de l'aide.

En cas de non-respect aux engagements ci-dessus, le ou les propriétaire(s) (indivision) serai(en)t amené(s) à rembourser la subvention attribuée par le Département.

Fait à, .....en date du .....  
Pour servir et valoir ce que de droit.

**IMPRIME N°2 – (concerne les ménages occupants à titre gratuit)**

**AMELIORATION DE L'HABITAT  
ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

(dans l'hypothèse où le demandeur n'est pas lui-même le propriétaire)

**Partie à compléter par l'occupant à titre gratuit**

Je, soussigné (1) : .....

Demeurant : .....

Lieu-dit : .....

Code postal : ..... Commune : .....

- Déclare sur l'honneur avoir obtenu l'autorisation du ou des propriétaire(s) pour effectuer des travaux dans le logement susvisé, dans le cadre de mon projet d'amélioration de l'habitat (situé à l'adresse ci-dessus) :

**Indiquez le NOM/PRENOM du ou des propriétaires et son/leur lieu de résidence :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Par conséquent, reconnais qu'en cas de litige survenant entre le ou les propriétaire(s) et moi la responsabilité du département et de l'opérateur (ou entreprise) qui a réalisé les travaux ne pourra être engagée.

- M'engage à Occuper le logement, pour lequel j'ai bénéficié de la subvention départementale, personnellement et à titre de résidence principale, pendant une période d'au moins dix ans à compter de la réception des travaux

Reconnais :

- qu'en cas de fausse déclaration, je m'expose à des sanctions.
- avoir été informé(e) qu'en cas de non-respect à mon engagement ci-dessus et ou de fausse déclaration, je serais amené(e) à rembourser la subvention attribuée par le Département.

Fait à, .....

en date du .....

Pour servir et valoir ce que de droit.